

Colloque Innovation et territoires face aux inégalités
Rimouski 22-25 mai 2019
Résumés des communications

1. Carina AMORIM DUTRA* et Benedito TADEU DE OLIVEIRA**	1
2. Nina AUBRY	1
3. Maurizio BERGAMASCHI	1
4. Christophe BESLAY* et Alain GRESSIER**	2
5. Lamia BOUADI	2
6. Sébastien BREAU	2
7. Maryse BRESSON	3
8. Nathalie BURNAY	3
9. Diego Andres CARDENAS MORALES	3
10. Marina CASULA* et Alice ROUYER**	4
11. Leila CELIS	4
12. Guy CHIASSON	4
13. Arnaud DE LAJARTRE* et Mathieu GIGOT**	5
14. Clermont DUGAS	5
15. David DUPONT	5
16. Clémence DUPUIS	6
17. Benoît FAYE	6
18. Maude FLAMAND-HUBERT	6
19. Jean-Michel FOURNIAU	7
20. Julia GAMBERINI	7
21. Mario GAUTHIER*, Guy CHIASSON** et Anne MÉVELLEC***	7
22. Jean-Louis GENARD	8
23. Nicolas GOLOVTCHENKO	8
24. Cesar GONZALEZ	8
25. Emmanuel GUY	9
26. Paule HALLEY	9
27. Ismahan HAMZAOUI	9
28. Frédérique JACOB*, Jean-Baptiste DESQUILBET** et Etienne FARVAQUE***	9
29. Bruno JEAN	10
30. Steve JONCOUX* et Mario HANDFIELD**	10
31. Yuri KAZEPOV*, Michael FRIESENECKER** et Kristina EISFELD***	11
32. Sylvie KERGREIS	11
33. Olivier LABUSSIÈRE* et Alain NADAI**	11
34. Marc D. LACHAPELLE	12
35. Sylvain LEFÈVRE	12
36. Caroline LEJEUNE	12
37. Romain LEPILLÉ* et Damien FÉMÉNIAS**	13
38. Pierre-Luc LUPIEN	13
39. Ousmane MBAYE	13
40. Mohamed Khalil MEBARKI	14
41. Hélène MELIN	14
42. Michel MESSU	14
43. Anne MÉVELLEC* et Guy CHIASSON**	15
44. Gilbert MUBANGI BET'UKANY	15
45. Marc-Urbain PROULX* et Pierre-Luc BOUCHARD**	15

Colloque Innovation et territoires face aux inégalités - Résumés

46. Ali ROMDHANI	15
47. Gaëlle RONSIN	16
48. Abdessatar SAHBANI	16
49. Richard SHEARMUR.....	16
50. Majella SIMARD	17
51. Martin SIMARD.....	17
52. Marina SOUBIROU	17
53. Didier VRANCKEN	18
54. Marie ZEGIERMAN-GOUZOU	18

1. Carina AMORIM DUTRA* et Benedito TADEU DE OLIVEIRA**

* Doctorante en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France

** Architecte de la Fondation Oswaldo Cruz, Ministère de la Santé, Brésil

Les routes touristiques : quel projet de gouvernance pour les territoires touristiques ?

Dans le cadre de cette communication, nous discuterons de la gouvernance territoriale de l'Estrada Real (ER), d'anciennes voies coloniales brésiliennes qui ont été converties en une route touristique. Ayant pour objectif majeur la coopération, la formation des réseaux territoriaux et la dispersion des flux touristiques concentrés jusque-là dans des destinations phares (notamment les villes du « baroque mineiro »), l'ER a été considéré un objet touristique innovant par son caractère territorial fort. L'intégration régionale du tourisme sur l'Estrada Real visait également à diminuer les inégalités sociales issues de l'activité. Toutefois le manque d'adhésion, voire le mépris vis-à-vis du projet notamment de la part des acteurs locaux a converti la politique publique en un projet de marketing territorial. En mobilisant l'ER comme une étude de cas, nous espérons répondre à quelques questions essentielles : quelles sont les raisons du décalage entre le projet intellectuel et le projet réel ? Quelles productions territoriales sont issues de l'ER ? Ce travail s'appuie sur des enquêtes de terrain et entretiens semi-directifs conduits auprès des gestionnaires et acteurs locaux.

2. Nina AUBRY

Doctorante en géographie, Laboratoire ESO UMR 6590 CNRS, Université d'Angers, France

Dialectique innovation-développement : le concept de territoire pour penser l'innovation sociale ?

La communication s'intéresse aux initiatives citoyennes inédites qui répondent à des besoins sociaux laissés, jusqu'à présent, sans réponse par le marché ou les pouvoirs publics. Si ces innovations sociales sont de plus en plus envisagées, dans le champ politique, comme vecteurs de développement pour les territoires, la communication interroge leur intégration conceptuelle dans le champ du développement territorial. Enrichie des apports des sciences économiques et de la géographie, elle réinterroge les constructions théoriques reliant innovation et développement pour penser le rôle des innovations sociales dans le développement des territoires. Dans une démarche théorique exploratoire, le concept de territoire est proposé comme médiateur conceptuel, complémentaire à celui de capital social, pour appréhender la capacité de ces innovations à infléchir les trajectoires de développement.

3. Maurizio BERGAMASCHI

Professeur associé, Département de sociologie et de droit des affaires, Université de Bologne, Italie

Les « Centri sociali autogestiti » en Italie et l'organisation communautaire québécoise : une comparaison des principales orientations stratégiques

Cette communication analyse un ensemble hétérogène d'expériences locales connues, en Italie, sous le nom de *centri sociali autogestiti*, et vise, d'une part, à identifier la portée innovante de ces expériences d'autogestion et, d'autre part, à montrer leurs similitudes, plus ou moins marquées, avec l'organisation communautaire québécoise. Les centres sociaux autogérés sont en grande partie nés d'une occupation d'immeubles désaffectés ou abandonnés. Leurs activités sociales, politiques et culturelles sont auto-organisées et posent, en premier lieu, le problème de l'utilisation sociale des espaces pour répondre à des besoins collectifs ignorés par l'État et le Marché. L'aptitude de ces expériences d'autogestion à infléchir les politiques de la ville est très limitée. Néanmoins, les centres sociaux génèrent des processus de subjectivation, répondent à des besoins (socialité, participation politique, expression artistique, partage de pratiques, indépendance culturelle) et redistribuent les ressources matérielles et immatérielles des territoires. Dans cette communication, nous nous interrogerons sur l'impact réel des *centri sociali autogestiti*, sur leur aptitude à répondre aux problèmes sociaux et sur les limites de leur action. Les principales orientations stratégiques de l'organisation communautaire québécoise et des centres sociaux autonomes italiens seront finalement étudiées.

4. Christophe BESLAY* et Alain GRESSIER**

* Sociologue indépendant, Bureau d'études sociologiques (BESCB), France

** Responsable de recherches, Sciences sociales et numériques, Pas-de-Calais Habitat, France

Innover dans l'Habitat social : Le modèle économique et social d'Habitat contributif

En 2017, avec l'appui d'un « consortium d'innovation » fort d'une quinzaine de partenaires (industriels, économiste, sociologues), Pas-de-Calais Habitat s'est engagé dans la conception et l'expérimentation d'un nouveau modèle de gestion locative qui porte en germe une redéfinition des statuts, des rôles et des identités des locataires comme du bailleur, et repose sur les dynamiques de proximité et de coordination des acteurs. La communication portera sur la présentation des différents composants du modèle économique et social d'Habitat contributif, ses fondements théoriques et les conditions de sa mise en œuvre empirique sur quelques territoires pilotes. Elle s'attachera notamment à interroger les conditions de l'insertion et de l'appropriation sociales de ce modèle alternatif d'échange économique et social basé sur des dynamiques contributives, qui bouscule la logique traditionnelle de l'offre et de la demande en habitat social. Elle proposera également une analyse critique du modèle et quelques leviers d'action pour chercher à s'affranchir de l'injonction normative à la participation et des risques du communautarisme que le modèle peut porter en germe.

5. Lamia BOUADI

Doctorante en sociologie économique, Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (LISE), CNAM-CNRS (UMR 3320), France

Expérimentation institutionnelle de rénovation urbaine face aux inégalités sociales : mobilisation des habitants d'un quartier prioritaire dans une logique de co-construction pour l'amélioration du reste à vivre

Le Clos Saint Lazare, le plus grand quartier de la ville de Stains (Seine-Saint-Denis, France), connaît d'importantes mutations depuis de nombreuses années. Après quinze ans de rénovation urbaine principalement orientée vers le bâti, un plan de développement local porteur d'innovation sociale voit le jour. Le principal enjeu des outils de gouvernementalité impulsés par cette unité territoriale de rénovation urbaine, la ville de Stains et les services de l'État, est de mettre en place des projets en associant les acteurs de la société civile et de prendre en compte l'ensemble de leurs problèmes quotidiens : emploi, cadre de vie, éducation, mobilité, etc. Ces outils de gouvernementalité se sont articulés avec une tradition de mobilisation importante des habitants, dans un riche tissu associatif. L'action s'appuie désormais sur un ensemble d'innovations sociales portées par des acteurs historiques du territoire en alliant des objectifs de résorption des inégalités sociales. Cette communication se penchera sur ce que cette expérimentation institutionnelle apporte aux habitants dans l'amélioration de leur vie quotidienne, notamment sur le segment « amélioration du reste à vivre ».

6. Sébastien BREAU

Professeur associé, Département de géographie, Université McGill, Canada

La grande inversion : l'évolution des inégalités régionales au Canada

Depuis 1995 au Canada, les inégalités de revenu au niveau national ont augmenté de plus de 11 %, ce qui est significativement plus élevé que la moyenne de l'OCDE (2 %) et qui place le Canada au douzième rang au sein des pays membres de l'organisation. Cette communication explore les dimensions régionales du problème, en utilisant les micro-données de l'échantillon 20 % du recensement de 1971 à 2016 afin de construire, à l'aide d'un SIG, une géographie consistante des divisions de recensement. Une nouvelle méthode de géo-visualisation permet ensuite de combiner différentes données et de suivre l'évolution des inégalités régionales au Canada dans une perspective de long terme tout en contrôlant les effets de la dépendance spatiale. Le constat est qu'après une certaine période de convergence, les années 1990 marquent le retour d'une plus grande polarisation (divergence) spatiale des écarts de revenu d'une région à l'autre du pays. Des modèles de croissance régionale sont estimés afin d'explorer quels sont les déterminants de ces trajectoires divergentes. Nous terminons avec une brève discussion des implications de nos résultats pour les politiques de développement régional du gouvernement fédéral.

7. Maryse BRESSON

Professeure, Laboratoire Professions, institutions, temporalités (Printemps), Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, France

Les services à domicile auprès des aînés : des territoires politiques aux territoires vécus

Les services à domicile auprès des aînés sont présentés, en France comme au Québec, comme un enjeu majeur pour lutter contre le vieillissement, et également comme un secteur économique innovant, grâce à la mobilisation des ressources du territoire. Mais les orientations politiques, qui alternent ou parfois cumulent des formes de décentralisation et recentralisation, diffusent les normes de nouvelle gestion publique tout en laissant une grande place aux acteurs privés (lucratifs et non lucratifs), sont-elles vraiment propices aux innovations et si oui, lesquelles ? Les paradoxes et les défis soulevés seront abordés à partir d'une enquête en cours auprès des acteurs politiques, des aidants et des bénéficiaires de ces services (projet Ficopsad ANR/ FQRSC).

8. Nathalie BURNAY

Professeure, Institut de recherche IACS, Université catholique de Louvain, Institut de Recherche Transitions, Université de Namur, Belgique

Pénétration de logiques néo-libérales dans le secteur des soins à domicile : quand la région trahit l'usager

Le système social belge repose sur une complémentarité entre une multiplicité d'associations qui prennent en charge les populations en demande et l'État qui vient soutenir, développer le secteur associatif ou prendre le relai de la prise en charge, dans une forme de régulation tutélaire. Cependant, depuis quelques années maintenant, cette régulation tutélaire est progressivement remplacée par une régulation concurrentielle, dans une perspective de *new public management*. Cette pénétration de logiques néo-libérales à l'intérieur du système conduit à préconiser le développement de quasi-marchés où s'entremêlent financement étatique et prestataires issus du public et du privé dans une logique de *marketization*. Cette communication montrera combien ce processus de *marketization* déstructure le système de protection sociale en Belgique par un changement progressif des politiques régionales. Peu à peu, toutes les régions basculent dans une logique néo-libérale qui remet en question les principes du welfare régime belge. Celle-ci s'incarne notamment dans un double mouvement de privatisation du secteur de l'aide à domicile et de transformation des aides sociales apportées aux bénéficiaires, faisant davantage porter l'aide sur la famille et plus particulièrement sur les femmes.

9. Diego Andres CARDENAS MORALES

Étudiant à la maîtrise en ATDR, École supérieure d'aménagement du territoire et développement régional (ÉSAD), Université Laval, Canada

Évolution et trajectoires de la géographie des activités de fusion et d'acquisition (F&A) : une analyse des réseaux des villes canadiennes, 1994-2016

Au Canada en 2017, les activités de fusions et acquisitions (F&A) d'entreprises ont enregistré une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente. Selon les experts, cette tendance n'est pas sur le point de s'essouffler au cours des prochaines années. Or plusieurs articles ont démontré que les F&A mènent à la concentration des activités de contrôle et de pouvoir dans les principales régions métropolitaines. La polarisation des transferts de contrôle aurait pour effet de cristalliser le rôle des principaux centres urbains dans le développement d'un pays et d'introduire une plus forte dépendance des villes de taille plus modeste. La communication abordera l'évolution des trajectoires de transfert de contrôle entrepreneurial au Canada entre 1994 et 2016. Le but de l'étude est de vérifier si la redistribution spatiale des activités de contrôle et de commandement au Canada est persistante au fil du temps et favorise les grandes villes. Pour ce faire, l'analyse adopte une perspective relationnelle et évolutionnaire qui complète l'approche de la géographie économique. La principale contribution de cette recherche est l'utilisation des techniques de données relationnelles, issues de l'analyse des réseaux, pour étudier les relations économiques entre les villes.

10. Marina CASULA* et Alice ROUYER**

* Maîtresse de conférences en sociologie, IDET-COM, Université Toulouse 1 Capitole, France

** Maîtresse de conférences en géographie, LISST-CIEU, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès, France

Innovation sociale et territoires face aux enjeux du vieillissement : l'expérience du programme ÂGIR

Lancé fin octobre 2017, le programme de recherche-action collaboratif ÂGIR (Âge, innovation sociale et réflexivité) vise l'élaboration, par et pour les aîné-es, de solutions innovantes liées au « bien vivre », au maintien de la convivialité et des sociabilités avec l'avancée en âge sur le territoire de la métropole de Toulouse. Le projet ÂGIR souhaite mettre en œuvre un dispositif de « laboratoire vivant » dans le cadre duquel le « do it yourself » recouvre la capacitation et la montée en compétence d'un groupe de seniors accompagné par un consortium de chercheuses issues des sciences sociales, des sciences de l'architecture, des sciences de l'ingénieur. L'objectif de ce groupe pérenne est d'analyser de manière réflexive un faisceau d'enjeux relatifs au vivre ensemble et à la convivialité au cours du parcours de vieillissement. Le « do it yourself » suppose l'identification par le groupe, à partir de situations concrètes, de « problèmes » à résoudre qu'il s'agit ici de qualifier finement par la mise en œuvre de procédures d'enquête assumées par les participants, auprès de pairs ou d'acteurs concernés.

11. Leila CELIS

Professeure, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, Canada

Les conflits agroterritoriaux en Colombie

La territorialisation des conflits sociaux est une des transformations récentes les plus importantes pour les mouvements sociaux en Amérique latine. Elle a permis l'émergence de nouvelles revendications, de nouveaux mouvements sociaux et a redéfini leur rapport à l'État. Cela dit, la nature et l'impact politique de ces conflits varient d'un mouvement à un autre. La littérature sur les conflits socioterritoriaux distingue des conflits pour la réappropriation de la production, pour la souveraineté alimentaire, le renouvellement des conflits pour les territoires ancestraux et les conflits écoterritoriaux où convergent les luttes des autochtones et des écologistes. Afin de contribuer à la compréhension de la diversité des conflits territoriaux, cette communication analyse le processus actuel de construction territoriale du mouvement paysan en Colombie, en prenant comme cas d'étude les territoires paysans agroalimentaires. Cela permettra de rendre compte d'un autre type de conflit, que nous appelons agroterritorial, dans lequel le conflit agraire classique pour la réforme agraire persiste et est imbriqué dans une dimension territoriale.

12. Guy CHIASSON

Professeur, Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais, Canada

Le potentiel d'innovation des territoires à l'épreuve des changements de politiques : le cas de la régionalisation des forêts en Outaouais

La région de l'Outaouais, à l'instar des autres régions québécoises, a fait face à deux virages importants dans la gouvernance des forêts publiques dictés par l'État québécois : la mise en place d'une Commission régionale des ressources naturelles et du territoire (CRRNT) et de Tables locales de gestion intégrée des ressources naturelles et du territoire (TLGIRT) en 2007 et l'abolition des CRRNT en 2014-2015. L'objectif de cette étude de cas régionale sera de cerner l'impact de ces deux vagues de réformes dictées par l'État sur le potentiel d'innovation des acteurs du territoire. Plus précisément, l'hypothèse est que ces deux séries de réformes ont eu des effets différenciés sur l'action des acteurs. Alors que le premier virage aura permis aux acteurs du territoire d'expérimenter une forme de gouvernance innovatrice parce que s'appuyant sur des acteurs traditionnellement exclus et ouvrant sur de nouvelles réponses à l'inégalité des territoires, la seconde favorise plutôt un retour à des modes de gouvernance plus proches de la logique sectorielle qui a longtemps dominé le secteur.

13. Arnaud DE LAJARTRE* et Mathieu GIGOT**

* Maître de conférences en droit public, Centre Jean Bodin, Université d'Angers, France

** Ingénieur de recherche, Centre Jean Bodin, Université de Tours, France

L'innovation patrimoniale dans la planification urbaine française : pour une territorialisation inégalitaire des nouveaux patrimoines ?

Depuis près d'une quinzaine d'années en France, une innovation juridique se développe en matière patrimoniale dans le cadre d'un outil de planification territoriale de droit commun : le Plan Local d'Urbanisme (PLU) s'ouvre en effet à de nouveaux patrimoines, non protégés par l'État et qualifiés différemment selon les acteurs (patrimoine de proximité, vernaculaire, du quotidien, etc.). Cette innovation, marginale au début des années 2000 et réservée à des villes de grande taille, fait école : un grand nombre de PLU comportent désormais un véritable volet patrimonial mais selon une géométrie variable en fonction des territoires. Cette observation est l'un des résultats du programme de recherche sur le PLU patrimonial, conduit par une équipe de chercheurs en droit et géographie. Au travers des cas étudiés, cette innovation normative communément appelée « PLU patrimonial » transforme en partie le projet territorial mais selon un volontarisme politique générant de l'inégalité patrimoniale selon les territoires.

14. Clermont DUGAS

Professeur, Département de biologie, chimie et géographie, Université du Québec à Rimouski, Canada

La contribution de l'innovation dans l'évolution des disparités territoriales en milieu rural

Le principal objectif de cette présentation est de mettre en évidence la faible contribution de l'innovation sociale à la modification de long terme des conditions de vie des collectivités et surtout à la réduction des disparités territoriales dans une vaste partie du monde rural. L'analyse s'appuie particulièrement sur les caractéristiques et l'évolution de la population et sur les revenus. La démographie est particulièrement significative pour les localités faiblement peuplées en raison de son impact sur les services. Les revenus et la démographie sont aussi considérés en regard de la structure de peuplement qui s'avère un déterminant majeur de la création et du maintien d'activités et affecte les courants migratoires et le potentiel de développement. L'ensemble du monde rural est pris en compte dans cette analyse et tout particulièrement un certain nombre de localités où l'innovation sociale a pris beaucoup d'importance. Des décisions de la Commission de protection du territoire et des activités agricoles (CPTAQ) servent à illustrer les situations où des initiatives de mise en valeur du milieu et de créations de services ont été ralenties ou bloquées complètement.

15. David DUPONT

Chercheur postdoctoral, Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, Canada

Le développement économique par les produits générateurs (*staples*) au Québec devant l'adoption du libre-échange au parlement anglais au 19^e siècle

En délaissant le mercantilisme au profit d'une approche plus libérale des échanges commerciaux, l'Empire britannique provoqua au cœur du 19^e siècle une onde de choc dans ses colonies. Dans ce qui deviendra le Québec et le Canada, l'anticipation d'une fragilisation de la position privilégiée occupée au sein de l'économie-monde impériale a mené les élites économiques à concevoir des voies de développement inédites. Ils le firent au moment où l'économie canadienne, s'industrialisant progressivement, se diversifiait et était appelée à n'être plus aussi soumise à une dynamique de développement dépendante des seules retombées des produits générateurs (*staples*). La présentation examinera les chemins empruntés par les autorités publiques canadiennes et québécoises afin de surmonter les écueils posés par le nouvel environnement commercial. Sous cet angle sera analysée l'adhésion d'une frange des élites à une stratégie économique inédite s'articulant autour de trois axes complémentaires : 1) l'adoption d'une alliance commerciale nord-sud avec les États-Unis, d'abord, puis, à défaut d'autres solutions, est-ouest entre les provinces, ensuite ; 2) la libéralisation du processus d'incorporation des compagnies ; et 3) les changements constitutionnels visant à faciliter le repositionnement stratégique de l'économie canadienne.

16. Clémence DUPUIS

Architecte, doctorante en architecture et sciences territoriales, Laboratoire Architecture, Environnement et Cultures constructives (AE&CC), École nationale supérieure d'architecture de Grenoble / Université Grenoble Alpes, France

Quand les territoires fragiles usent de l'accueil de l'altérité pour se réinventer : l'hospitalité territoriale comme projet de développement à l'interface entre le local et le global

À l'heure où les politiques locales des petites villes sont souvent réduites à des logiques de « captation d'opportunité », laissant les flux globalisés « essorer » le capital social et culturel local plutôt que d'en prendre soin, il s'agira de montrer comment s'y inventent des stratégies transversales qui rompent avec les modèles de développement traditionnels, en accueillant les flux mondiaux à condition qu'ils servent une urbanité sociabilisante. L'hypothèse est qu'une réinvention de l'hospitalité permettrait de ne plus concevoir le principe de l'ouverture à l'altérité comme « dépense improductive », mais comme une voie pour prendre le relai d'échanges économiques insatisfaisants. Une première étude de cas montrera comment les territoires en déprise peuvent représenter un environnement propice à l'hospitalité territoriale, en offrant l'« espace d'initiatives souveraines » (Derrida, 1999) permettant ensuite le saut d'échelle de cette innovation sociale au-delà du local. La deuxième illustrera une démarche complémentaire, qui voit dans l'accueil de franchises mondialisées, par un jeu de négociation et non de subordination, un levier de développement territorial local.

17. Benoit FAYE

Professeur associé, INSEEC Business School and Economics INSEEC U, Chercheur associé au LAREFI, Université de Bordeaux, France

Réflexion sur l'identité urbaine : que se passe-t-il derrière le clair-pensant ?

En adaptant leur structure par des investissements productifs et urbanistiques, publics ou privés, et par la mise en valeur de leurs aménités, les villes ont développé des politiques d'attractivité à l'égard de groupes de cibles (firmes, institutions, résidents, touristes, cadres, étudiants, créatifs). Ce n'est qu'à la fin des années 2000 que la littérature souligne la montée en puissance de la dimension identitaire des territoires dans ces stratégies d'attractivité en particulier pour les firmes, les résidents et les touristes. L'image urbaine devient alors le centre d'intérêt de beaucoup de disciplines. La communication propose un regard critique sur les discours actuels concernant l'identité urbaine, relativement convergents d'une discipline à l'autre, et opposant une identité de conformité, née d'un consensus sur ce que doit être la ville contemporaine au 21^e siècle, à une identité de singularité, résultant de l'idée que chaque ville représente une historicité, une trajectoire, unique. Cette représentation de l'identité urbaine en termes de conformité/singularité fondée sur quelques études de cas, aussi élégante soit-elle, néglige le cadre conceptuel des réflexions académiques sur la notion d'identité urbaine, et des travaux empiriques représentatifs effectués sur l'ensemble de la hiérarchie urbaine.

18. Maude FLAMAND-HUBERT

Professeure adjointe, Département des sciences du bois et de la forêt, Université Laval, Canada

La propriété privée : un outil pour repenser l'appropriation des ressources forestières au Québec

Aux 18^e et 19^e siècles, l'avènement de la propriété privée représente une innovation qui devient le socle du libéralisme économique. Au 20^e siècle, plusieurs courants théoriques ont critiqué la propriété privée, génératrice d'inégalité, en rupture avec les modes d'appropriation communale assurant une répartition plus juste des ressources et la création de liens sociaux autour du partage de la terre. Cette communication propose d'interroger le potentiel heuristique de la propriété privée à partir du cas des forêts québécoises. En effet, les politiques publiques dans le secteur forestier québécois développées au cours du 20^e siècle ont privilégié un modèle de gestion publique des forêts. Or, la gestion publique des forêts québécoises n'a pas préservé l'appropriation de la ressource des intérêts privés. En contrepartie, la propriété privée serait devenue un mode d'appropriation du territoire à travers lequel les propriétaires expriment leur vision de la forêt, notamment en maintenant une partie de la ressource hors des circuits du marché.

19. Jean-Michel FOURNIAU

Directeur de recherche, Laboratoire Dynamiques économiques et sociales des transports (DEST),
Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux
(IFSTTAR), France

L'agir citoyen dans la pluralité des chemins de la transition écologique

L'implication des citoyens dans l'action pour la transition écologique et énergétique est souvent conçue sous l'angle de l'injonction à l'adaptation au changement climatique ou de la résilience. Ces notions doivent être articulées au pluralisme des modes de relation de l'être humain à l'environnement, à la diversité des dispositions à agir, à la variété des capacités d'appropriation des politiques publiques, à l'inégale distribution des possibilités d'initiatives mais aussi des empreintes écologiques selon les groupes sociaux et selon les territoires concernés. Cette pluralité des perspectives dessine des cadrages différents de l'implication des citoyen-ne-s. La communication présentera les résultats intermédiaires de douze projets de recherche financés dans le cadre du programme Cit'in « Les expérimentations démocratiques pour la transition écologique ». Ce programme invite à questionner les concepts de transition et de chemin de la transition et à porter attention à la pluralité des initiatives, à la multiplicité de leurs trajectoires et de leurs modes d'articulation à l'action publique, mais également à la transversalité du « travail du commun » à l'œuvre.

20. Julia GAMBERINI

Enseignante-chercheuse, Chaire d'aménagement du territoire et de recherche en aménagement,
Université Bauhaus Weimar, Allemagne

Le projet Energieavantgarde Anhalt en Allemagne : une démarche innovante et singulière d'appropriation de l'enjeu énergétique dans une région en décroissance

Dès les années 1990, l'enjeu de transition énergétique s'impose comme un véritable projet de société en Allemagne. Sur la même période, le pays connaît un processus de rétrécissement ou de décroissance post-réunification qui accroît les inégalités territoriales. La région de Dessau-Roßlau, l'Anhalt, compte parmi les territoires fortement touchés par ce phénomène. En prenant pour point de départ la ville et « capitale » régionale de Dessau-Roßlau, qui dès le milieu des années 1990, s'engage, mais alors sans véritable succès, dans la lutte contre le réchauffement climatique, nous verrons comment, au tournant des années 2010, l'action collective se ressaisit de l'enjeu énergétique comme un projet de recomposition et d'innovation territoriales, non plus seulement centré sur la ville mais sur l'ensemble d'un territoire cohérent, l'Anhalt. Ce projet qui prend pour nom Energieavantgarde Anhalt, d'abord initié et ébauché par la fondation du Bauhaus de Dessau, devient en quelques mois une proposition flexible mais cohérente, qui sait saisir la pluralité des enjeux visant une reterritorialisation de la question de l'énergie et de la revalorisation territoriale.

21. Mario GAUTHIER*, Guy CHIASSON et Anne MÉVELLEC*****

* Professeur, Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais

** Professeur, Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais

*** Professeure, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa

Gouvernance métropolitaine et planification spatiale collaborative dans la région de la capitale nationale du Canada

La communication présentera un projet de recherche en cours sur la contribution des pratiques de planification spatiale collaborative au développement de la capacité institutionnelle de la communauté politique de la région de la capitale nationale du Canada à réaliser des activités favorables à la « création de milieu de vie ». Cette recherche vise, d'un point de vue théorique, à articuler la notion de gouvernance métropolitaine et celle de planification spatiale collaborative dans la foulée des travaux s'inscrivant dans le tournant communicationnel au sein des théories de la planification. Un second objectif, davantage empirique, consiste à mettre au jour les modes de gouvernance et de planification spatiale collaborative à l'œuvre dans une région-laboratoire, soit la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau, laquelle est aussi la région de la capitale nationale (RCN) du Canada et présente la particularité d'être une métropole transfrontalière, juxtaposant deux cultures (francophone et

anglophone), deux systèmes et traditions municipales d'aménagement du territoire et deux sociétés civiles distinctes.

22. Jean-Louis GENARD

Professeur honoraire, Groupe de recherche sur l'action publique (GRAP), Université Libre de Bruxelles, Belgique

Lorsque le référentiel de la durabilité doit négocier avec d'autres référentiels de politique publique

À partir de deux exemples bruxellois, en l'occurrence d'une part, les transformations de l'action publique liées à la présence du parti Ecolo au sein du gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale et, d'autre part, la réalisation d'un quartier piétonnier dans le centre-ville de Bruxelles, il s'agira de réfléchir aux manières dont les enjeux de durabilité s'inscrivent dans les politiques publiques et dans l'espace urbain, au travers de la réalisation de compromis avec d'autres référentiels, par exemple l'attractivité, la promotion de l'emploi, la participation, la défense du patrimoine. L'objectif sera de mettre en évidence les voies de faibles et de fortes résistances au référentiel écologique et, du coup, quelles dimensions du projet écologique s'implémentent aisément là où d'autres arrivent mal à trouver leur place.

23. Nicolas GOLOVTCHENKO

Maître de conférences en sociologie, Laboratoire CERTOP-CNRS (UMR 5044), Université Toulouse Jean Jaurès, France

La territorialisation d'une politique universitaire ou quand les périphéries de l'intérieur s'articulent

L'université de lettres et sciences humaines Toulouse Jean-Jaurès occupe une place particulière sur le territoire de la ville de Toulouse. D'un point de vue urbanistique, elle apparaît comme enclavée au milieu d'un quartier dit d'habitat social emblématique des années soixante et soixante-dix, aux marges de la ville ancienne. Au plan des représentations symboliques, elle occupe une place encore une fois périphérique tant la comparaison avec ses voisines spécialisées, pour l'une en sciences et pour l'autre en droit et économie, ne lui est pas favorable. On pourrait ajouter que jusqu'à une période récente, son cadre bâti était particulièrement dégradé et dévalorisé. Pour autant, sous l'effet notamment d'un programme d'investissement volontariste, l'opportunité lui a été récemment offerte d'enclencher une dynamique de reconstruction. La communication interroge le processus par lequel l'université s'est positionnée en tant qu'acteur local relativement autonome, à distance mesurée à la fois de l'État et des collectivités locales pour initier et instituer des projets de coopérations opérationnelles visant d'une part, à un rapprochement spatialisé de l'université et du quartier et d'autre part, à rompre avec la logique de frontière spatiale et sociale qui marquait les pratiques et les représentations locales.

24. Cesar GONZALEZ

Doctorant, Groupe de géographie et d'histoire des territoires, de l'environnement, des ressources et des sociétés, EHESS Paris, France

Transformer les villes par ses marges. L'urbanisme social : un modèle d'innovation pour le développement des villes en Amérique latine

Depuis plus d'une décennie, au nom de « l'intégration des plus pauvres » et « la réduction des inégalités », les programmes de développement se multiplient dans les villes d'Amérique latine. Produit par l'harmonisation de référentiels globaux et locaux, ainsi que par un nombre de réformes institutionnelles, ce type de politiques urbaines cherche à affronter simultanément différents enjeux, économiques, politiques et sociaux. La communication présentera une recherche interdisciplinaire (géographie urbaine, anthropologie politique et sociologie politique) fondée sur la comparaison entre trois quartiers, dans trois villes de trois pays d'Amérique latine : « La Comuna », à Medellín en Colombie, « El Distrito », à El Alto en Bolivie et le « Complexo do Alemão », à Rio de Janeiro au Brésil. Il s'agira de comprendre comment l'urbanisme social, en tant que modèle d'innovation de l'action publique urbaine, répond aux défis des inégalités, d'intégration et de cohésion territoriale pour ces villes en Amérique latine.

25. Emmanuel GUY

Professeur, Département des sciences de la gestion, Université du Québec à Rimouski, Canada

Trames narratives de l'innovation : analyse comparative des politiques de développement de l'économie bleue

Nous proposons ici une analyse comparative des stratégies maritimes ou des politiques de développement de l'économie bleue de la Suède, de la Norvège, du Danemark, des Pays-Bas et du Québec. L'analyse est à la fois discursive, visuelle et pragmatique. L'attention est portée d'abord sur les récits et le vocabulaire légitimant le diagnostic posé ainsi que les actions proposées, puis sur les images choisies pour illustrer les documents officiels qui expliquent et promeuvent ces politiques nationales. Finalement, on compare entre elles les mesures mises en œuvre sur ces différents territoires et leur évolution récente. Ceci fournit l'occasion de réfléchir à la portée du concept d'innovation en contexte managérial vs celui des sciences sociales; au paradoxe de l'innovation au sein des mécanismes de marché comme solution à des crises générées par ces mêmes logiques; et enfin à la position des territoires régionaux dans ces approches du développement par clusters.

26. Paule HALLEY

Professeure titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement, Université Laval, Canada

Accès à la justice en matière d'environnement

Bien que les droits à l'environnement et de participation du public sont fréquemment proclamés et font l'objet d'un large consensus, leur mise en œuvre demeure ardue. Nous proposons de faire un retour sur l'expérience québécoise eu égard à l'accès à la justice en matière d'environnement, afin de réfléchir au chemin parcouru par les particuliers et les associations de citoyens et aux défis à relever.

27. Ismahan HAMZAoui

Doctorante en géographie, UMR Territoires, Université Clermont Auvergne, France

De la gouvernance de l'innovation au développement territorial : exemple du Campus Le Corbusier à Firminy, réponse hybride aux inégalités

Parmi les dix-sept biens labellisés à l'échelle mondiale, le site corbuséen de Firminy (département de la Loire, France) révèle une forte dynamique de mobilisation des acteurs locaux autour de la labellisation UNESCO en marquant ainsi l'entrée du territoire dans une démarche structurée d'activation de la ressource territoriale. Les acteurs locaux (politiques et associatifs) ont en effet tiré profit de la dynamique de projet suscitée par la démarche de candidature à l'Unesco pour s'engager, en partenariat avec l'Université de Saint-Étienne, dans un projet de développement territorial qui s'est matérialisé par la création du « Campus universitaire Le Corbusier ». Cette communication vise à appréhender le triptyque patrimoine-territoire-innovation et à interroger les interactions entre les mécanismes d'émergence de l'innovation sociale (opportunités et limites) et la gouvernance territoriale en analysant les conditions et les mécanismes territoriaux qui contribuent à la construction d'un processus d'innovation et, réciproquement, les impacts d'une telle démarche sur les modalités de gouvernance territoriale, en explorant les intentionnalités des acteurs, ainsi que les enjeux et les modalités de leur coordination.

28. Frédérique JACOB*, Jean-Baptiste DESQUILBET et Etienne FARVAQUE*****

* Maître de conférences, ESPE Lille Nord de France, Université de Lille, EA 4354, Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille (CIREL), France

** Professeur des Universités, Faculté des Sciences Économiques et Sociales, LEM-CNRS (UMR 9221), Université de Lille, France

*** Professeur des Universités, Faculté des Sciences Économiques et Sociales, LEM-CNRS (UMR 9221), Université de Lille, France

La monnaie locale complémentaire : un acteur d'innovation territoriale ou un gadget « économique-territorial » ?

L'objectif de la communication est de présenter la phase exploratoire d'une recherche pluridisciplinaire qui s'appuie sur un cas concret : le projet de la MEL (Métropole européenne de Lille) de créer sa propre monnaie locale à l'échelle de son territoire de compétences. Après une partie théorique, faisant le point sur le contexte de l'émergence des monnaies locales complémentaires, l'état de l'art en matière de monnaie locale, de territoire et d'innovation territoriale, le second temps de la présentation proposera d'analyser la mise en place d'une monnaie locale, de repérer les enjeux convoqués, de démêler les référents scientifiques (ou non) de tous les acteurs impliqués : élus, associations, militants, habitants, entreprises, etc. Il s'agira, dans un troisième temps, de présenter les tous premiers résultats d'une lecture croisée économistes-géographe du processus de mise en place de la monnaie locale par la MEL, d'en repérer les limites, les impensés, les invariants, etc. et de proposer les premiers critères et indicateurs d'évaluation des impacts territoriaux de la monnaie locale.

29. Bruno JEAN

Professeur honoraire, Université du Québec à Rimouski, Canada

Le paradigme du développement territorial : de l'action de savoir au savoir pour l'action

Si une science des territoires est encore en projet, le développement territorial est une réalité, mais il s'agit d'une réalité socialement construite et la notion de territoire elle-même résiste à notre compréhension. Dans cette communication, nous voudrions montrer comment le paradigme innovant de développement territorial, résultant d'un mouvement scientifique, politique et institutionnel, s'inscrit dans une nouvelle approche de la scientificité dans laquelle la connaissance est certes valorisée, mais c'est la connaissance pour l'action qui est favorisée. Cette posture épistémologique engendre plusieurs conséquences sur la manière de faire œuvre de scientificité et de construire un nouveau champ de connaissances. Cette communication en explorera quelques-unes comme la réhabilitation de l'acteur social et de sa capacité d'action, la recherche pour et avec les acteurs de développement dans un processus de coconstruction des connaissances, la synergie interdisciplinaire et finalement, la reconnaissance du rôle des ressources naturelles dans un développement territorial durable et solidaire qui repose sur une innovation sociale permanente.

30. Steve JONCOUX* et Mario HANDFIELD**

* Chercheur postdoctoral, Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, Canada

** Professeur, Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, Canada

Les limites des approches collaboratives pour ne pas renforcer les inégalités territoriales : le cas de trois « laboratoires ouverts vivants » dans le Bas-Saint-Laurent

Les laboratoires vivants (*living labs*) font aujourd'hui partie des approches collaboratives très prisées pour faire émerger des innovations coconstruites avec les futurs usagers et donc directement adaptées à leurs besoins et à l'environnement dans lequel elles doivent s'implanter. Quelques projets de recherche-action ont tenté d'appliquer l'approche *Living Lab* dans des zones « hors métropoles » au Québec. Dans toutes ces expériences, les porteurs de la démarche prennent des libertés avec l'approche « classique » des laboratoires vivants pour l'ajuster aux spécificités des territoires ruraux et aux besoins de la recherche. Il en ressort que, si elles peuvent apporter des dynamiques positives, ces approches ne suffisent pas à effacer les inégalités territoriales. Plus encore, notre propos vise ici à montrer que, appliquée trop littéralement, l'approche des laboratoires vivants pourrait même renforcer les inégalités territoriales. Notre réflexion se fonde sur l'analyse d'une première année de mise en œuvre de trois « laboratoires ouverts vivants » dans des territoires contrastés du Bas-Saint-Laurent, trois territoires présentant des dispositions inégales pour se saisir du dispositif qui leur est proposé.

31. Yuri KAZEPOV*, Michael FRIESENECKER et Kristina EISFELD*****

* Professeur, Département de sociologie, Université de Vienne, Autriche

** Chercheur, Département de sociologie, Université de Vienne, Autriche

*** Chercheuse, Département de sociologie, Université de Vienne, Autriche

Équilibrer le climat et les politiques de logement social dans la transition écologique : concevoir un ensemble de politiques intégrées pour l'Autriche

L'Autriche s'est engagée dans une voie ambitieuse vers une transformation à faible intensité de carbone. Pour que cette entreprise historique porte ses fruits, les domaines politiques ne doivent plus être conçus comme des silos isolés, mais doivent être harmonisés et équilibrés afin de tirer parti des synergies et d'atténuer les effets secondaires préjudiciables. Le projet BALANCE répond à cet appel et étudie des politiques mixtes qui concilient le climat et les politiques sociales dans le domaine du logement. Structuré comme un processus itératif de conception et d'évaluation, le projet applique un cadre empirique inter- et transdisciplinaire pour comprendre les politiques climatique et sociale en tant que domaines interdépendants et se renforçant mutuellement. Le projet analyse les impacts des politiques climatiques et sociales actuellement mises en œuvre dans le domaine du logement sur les objectifs climatiques et sociaux.

32. Sylvie KERGREIS

Chercheuse indépendante, France

Le conflit des « gilets jaunes » en France : quelques repères théoriques face à une innovation sociale territorialisée

Un mouvement social inédit a émergé en France en novembre 2018, à la suite de la hausse d'une taxe sur le diesel, présentée par le gouvernement comme une mesure de politique de transition écologique. Dans un premier temps, le conflit des gilets jaunes a semblé exprimer la tension qui se joue entre le national et le local, l'urbain et le rural, les territoires qui gagnent et ceux qui perdent, etc. Des observateurs ont également tenté d'activer la contradiction entre le risque climatique et les salaires trop faibles, mais les « gilets jaunes » ont tenu à ne pas opposer les enjeux environnementaux et sociaux dans leurs revendications. Plus encore, ils ont rapidement mobilisé des questions politiques, en délégitimant les représentants démocratiquement élus et en visant spécifiquement le président de la république, puis en réclamant des référendums citoyens. Cette démocratie 2.0 a bouleversé les repères sociopolitiques habituels. S'il est trop tôt pour tirer des enseignements de ce mouvement, des apports théoriques, construits dans une recherche précédente, peuvent permettre d'orienter les observations et les questionnements, en s'appuyant sur deux types de dialectiques imbriquées « nature-culture » et « individus-sociétés », qui s'expriment au sein des personnes, des groupes et des territoires.

33. Olivier LABUSSIÈRE* et Alain NADAI**

* Chargé de recherche CNRS, Université Grenoble Alpes, Laboratoire PACTE, France

** Directeur de recherche CNRS, Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), France

Transition énergétique : une enquête sociotechnique

Cette communication présente une étude récente portant sur un certain nombre de transitions énergétiques en France, en Allemagne et en Tunisie et impliquant différentes technologies énergétiques, notamment l'énergie solaire, l'énergie éolienne on-off-shore, les réseaux intelligents, la biomasse, les bâtiments à faible consommation d'énergie, et le captage et stockage du carbone. S'appuyant sur une tradition pragmatique d'enquête sociale, les auteurs examinent les conséquences des processus de transition énergétique pour les acteurs et les entités concernés, ainsi que les espaces de participation politique qu'ils offrent. Cette enquête critique est organisée en fonction des catégories fondamentales qui ont défini la transition énergétique - ressources énergétiques renouvelables, marchés, instruments économiques, démonstration technologique, spatialité (échelle) et temporalité (horizon). À l'aide d'une sélection d'études de cas, la communication examinera le rôle de ces catégories dans les développements actuels en matière de transition énergétique.

34. Marc D. LACHAPELLE

Chargé de cours, Département de management, HEC Montréal, Canada

Gouvernementalité et les espaces d'autonomie : une mise en œuvre sous tension. Apprendre à jouer avec et contre le jeu

Cette communication vise à illustrer les tensions existantes et évolutives entre les processus de gouvernementalité et ceux qui émergent des collectivités. En se basant sur le cas de Pointe-Saint-Charles et de la mobilisation autour d'un ancien bâtiment industriel, le Bâtiment 7, nous analyserons comment l'espace public et le territoire agissent comme théâtre de mouvement social et de mobilisation, et surtout quelles tensions naissent entre cette volonté autonome populaire de réappropriation du territoire et quelles sont les structures de contraintes imposées par la gouvernementalité. Cette communication vise une double contribution. D'une part théorique, en introduisant et définissant les concepts de structures de contraintes et d'espaces d'autonomie comme matérialisation des tensions entre les processus de gouvernementalité et de collectivité et le potentiel de transformation sociale. D'autre part pratique, par la démonstration et l'étude des mécanismes organisationnels utilisés par le collectif pour faire face et outrepasser ces tensions lors de la mise en œuvre du projet.

35. Sylvain LEFÈVRE

Professeur, Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, Université du Québec à Montréal, directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), Canada

Les ressources philanthropiques au service des innovations sociales : quels rôles pour les fondations ?

Dans un contexte de contraction des dépenses publiques, les fondations philanthropiques sont promues - y compris par l'État, voire les municipalités - comme soutien financier des innovations sociales. Ceci n'est pas sans poser un certain nombre de défis en termes d'inégalités : d'abord parce que les territoires au Québec sont très inégalement dotés en ressources philanthropiques, ensuite parce qu'un certain nombre d'enjeux, notamment environnementaux, sont peu attractifs pour les fondations, enfin parce que la relation entre donateurs et donataires est structurellement inégalitaire et rend ardues les dynamiques collaboratives. Nous reviendrons dans cette communication sur ces enjeux à partir de plusieurs enquêtes réalisées au Québec, tant du côté des organismes soutenus que des fondations philanthropiques.

36. Caroline LEJEUNE

Première assistante, Institut de géographie et durabilité (IGD), Faculté des géosciences et de l'environnement, Université de Lausanne, Suisse

Questionner la « Juste Durabilité » : Appropriation, Diffusion et Traduction. Le cas de la négociation territoriale du projet d'« écoquartier de l'Union » (Roubaix, Nord de la France)

La communication propose d'observer les conséquences sociales et politiques d'une politique publique d'aménagement urbaine « durable ». Dénommée « projet éco-quartier de l'Union », elle est planifiée au Nord-Est de la métropole lilloise dans le nord de la France, et a pour objectif de dynamiser l'attractivité sociale et économique du territoire et de concilier des enjeux de justice sociale et de durabilité. Le projet de l'Union obtient en 2012 le label « ÉcoQuartier », élaboré et attribué par le Ministère de la Transition écologique et solidaire français. Il est alors reconnu comme projet exemplaire dans la durabilité urbaine. À partir de ce cas d'étude, la communication portera sur les mécanismes d'acculturation de la durabilité et ses effets sur la recomposition des enjeux de justice réalisée par les acteurs militants et institutionnels.

37. Romain LEPILLÉ* et Damien FÉMÉNIAS**

* Docteur-enseignant contractuel des universités, UFR STAPS Rouen Normandie Univ., Université de Rouen Normandie, CETAPS (EA 3832), IDEES (UMR CNRS 6266), SCALE (FR CNRS 3730), France

** Professeur des universités, Normandie Univ., Université de Rouen Normandie, CETAPS (EA 3832), SCALE (FR CNRS 3730), France

Forêts urbaines : vers des stations forestières de loisirs ? Le cas des espaces boisés de l'agglomération rouennaise

Les forêts constituent un terrain privilégié pour observer les redéfinitions contemporaines de la nature, qui sont autant de marqueurs de la généralisation de la condition urbaine. Au confluent de la sociologie des loisirs et de la géographie sociale, la recherche présentée étudie comment la forêt est entrée en politique et va être un outil utilisé par une nouvelle entité politique naissante (l'agglomération rouennaise, devenue métropole) pour « faire » territoire. Après avoir présenté les forêts comme espaces naturels des villes, nous analyserons la situation forestière des métropoles françaises, pour poser l'échelle d'observation et présenter l'originalité des enquêtes empiriques sur lesquelles le raisonnement prend appui. Nous proposerons, ensuite, de différencier des gradients de naturalité, afin de mieux identifier les multiples formes que présentent les forêts dans leurs rapports à la ville. On verra, enfin, comment ces logiques récréatives font entrer les forêts urbaines en politique, en font des équipements de la ville, et font émerger des préoccupations originales qui préfigurent ce qui pourrait devenir des stations forestières de loisirs.

38. Pierre-Luc LUPIEN

Professeur de sociologie, Cégep de la Gaspésie et des Îles ; doctorant, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, Canada

Vieillesse démographique et inégalités environnementales et sociales en milieu rural et éloigné : comprendre le phénomène de concentration sociogéographique de la population âgée à partir de l'étude ethnographique d'une localité de services en Gaspésie

Les études récentes attestent d'une tendance générale à la concentration des populations âgées dans les centres de services régionaux et les villes au détriment des petites collectivités. Les personnes âgées des milieux ruraux seraient ainsi contraintes de quitter leur collectivité d'origine en raison de l'offre limitée de logements et du manque d'accès à certains services. La présente communication s'intéresse à ce type de situation et de manière plus générale, aux inégalités socioterritoriales liées au vieillissement démographique en milieu rural et éloigné. Dans un premier temps, il sera question des préoccupations sociales telles que soulevées dans la pratique d'un organisme communautaire gaspésien œuvrant en matière d'habitation, le Groupe ressource en logements collectifs Gaspésie-les-Îles (GRLC-GÎM). Seront ensuite présentés les résultats d'une étude récente sur la précarité résidentielle en Gaspésie et aux Îles, avec une attention particulière sur la situation des aînés. Enfin, il sera notamment discuté des défis épistémologiques et méthodologiques reliés à la méthode des cas (ou approche ethnographique) pour étudier les inégalités environnementale et sociale auxquelles font face les collectivités rurales et éloignées en Gaspésie.

39. Ousmane MBAYE

Doctorant, Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, Canada

Dynamique de l'économie populaire dans la commune de Pikine-Est (Sénégal)

L'objectif général de cette présentation est d'analyser les mécanismes d'organisation et de mobilisation des acteurs de l'économie populaire dans la commune de Pikine-Est au Sénégal durant les deux dernières décennies (1999-2019). Dans le milieu du développement communautaire, Pikine-Est est souvent présenté comme un laboratoire en ce qui a trait à l'innovation sociale portée par les organismes d'économie populaire. La mise en place du cadre de concertation pour le développement de Pikine-Est (CLC/DPE) est ainsi souvent citée comme exemple. La question qui se pose est de savoir en quoi les initiatives portées par les acteurs populaires de la commune contribuent au développement territorial. La mise en place d'un regroupement des acteurs populaires augure-t-elle un renouvellement des modes de gouvernance locale ? Ces interrogations sont d'autant plus

intéressantes que le contexte de l'étude est marqué par la faible intervention de l'État et des autorités publiques locales et l'importance des financements des ONG internationales.

40. Mohamed Khalil MEBARKI

Doctorant ED SORG, Laboratoire RURALITES EA 2252, Université de Poitiers, France

Les réseaux d'innovations dans les villes moyennes, un levier pour lutter contre les inégalités territoriales. Cas du Centre-Ouest français

Cette communication propose d'interroger les liens entre territoire et développement économique et considère les réseaux d'innovation comme un levier primordial dans la redynamisation des villes moyennes. Le Centre-Ouest français est retenu comme terrain d'expérimentation car il offre le modèle d'espaces commandés par des villes moyennes (Poitiers, La Rochelle, Angoulême, Niort), caractérisé par un réseau urbain extrêmement fragmenté, dépourvu d'un véritable pôle. Une enquête de terrain auprès des différents acteurs d'innovation (clusters, technopole, FABLAB, associations économiques, clubs d'entreprises...) vise à identifier les différents réseaux d'innovations, leur histoire, fonctionnement, rôle, impact, et les différents obstacles auxquels ils peuvent faire face. Il s'agira, par ailleurs, de connaître le regard porté par les différents acteurs sur les villes moyennes et leur capacité à s'insérer dans des réseaux d'innovation.

41. Hélène MELIN

Maître de conférences en sociologie et ethnologie, Université de Lille, Laboratoire CNRS Clerisé (UMR 8019), France

La question de l'aménagement de sentiers de randonnées en Balagne littorale (Corse), entre politiques publiques, initiatives locales et multiplication des labellisations : quelles conséquences pour une gestion environnementale juste du territoire ?

Depuis le début des années 2000, on assiste sur le micro territoire de Balagne, dans le nord-ouest de la Corse (France) à une multiplication des initiatives autour de l'ouverture, l'aménagement et l'entretien de sentiers de promenade et de petite randonnée, en particulier sur la façade littorale de la micro région. Au plan politique et institutionnel, un objectif est affiché : accentuer la durabilité du développement territorial en favorisant une économie respectueuse des caractéristiques sociales et naturelles locales. La valorisation des sentiers à vocation pédestre doit permettre à la fois une diversification des formes de tourisme et une réappropriation par les habitants de leurs lieux de vie à travers la fréquentation des espaces ruraux délaissés. Cette communication propose de réfléchir au croisement entre les processus de gouvernementalité tels qu'ils s'incarnent dans les politiques publiques françaises environnementales consacrées aux loisirs nature et aux mobilités douces et l'application de ces directives par les gestionnaires territoriaux, ainsi que les réappropriations menées par les populations. Pour cela nous nous appuyons sur une recherche menée entre 2014 et 2018 portant sur l'analyse de l'évolution des sentiers littoraux méditerranéens et de l'anthropisation des littoraux.

42. Michel MESSU

Professeur, Centre de philosophie, d'épistémologie et de politique (PHILÉPOL), Université Paris Descartes-Sorbonne Paris Cité, France

Des territoires au territoire et réciproquement : comment pense-t-on la dialectique de l'Un et du Multiple ?

La communication présentera les grandes lignes de la politique de développement des territoires en France ainsi que les idées et conceptions directrices du développement territorial aujourd'hui : la participation, la mixité, le développement durable, le rôle des élites, avant de se concentrer sur la question des conflits, en particulier les conflits de compétence et leur gestion. Neutralisation ou politisation des conflits ? Que recouvrent et qui représente l'intérêt local et l'intérêt régional ? Ou commence et ou finit la contrainte environnementale ? Il s'agira ultimement d'interroger le concept de territoire, construction historique jamais achevée.

43. Anne MÉVELLEC* et Guy CHIASSON**

* Professeure, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa

** Professeur, Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais

La gouvernance forestière : de nouveaux rôles pour les élus locaux ?

La gouvernance forestière est traditionnellement le fait d'acteurs sectoriels (la grande industrie) et ministériels. Pourtant, depuis plusieurs années, au Québec et au Nouveau-Brunswick, de nouvelles modalités institutionnelles sont mises en place pour penser et influencer la gouvernance forestière autrement. À partir de l'étude de plusieurs régions du Québec (Outaouais, Capitale) et du Nouveau-Brunswick (Madawaska-Restigouche), on présentera les rôles que les élus locaux ont endossés dans ces nouvelles institutions territoriales. À partir de leurs témoignages, on explorera leurs motivations et leurs stratégies pour participer à la gouvernance forestière.

44. Gilbert MUBANGI BET'UKANY

Chercheur en sciences de l'information et de la communication, professeur, Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo

Les villes en Afrique : territoires de rupture ou de transformation sociale ? Une réflexion sur le cartel social comme matrice de reconfiguration ethnique

Même si certaines zones des villes africaines sont marquées par le processus de reproduction des traditions et l'homogénéité de ses habitants, elles restent profondément des lieux de déconstruction sociale. Des îlots de modernité qui imposent une nouvelle langue, de nouvelles normes, une nouvelle façon de se comporter, de se nourrir, de se vêtir, bref de nouvelles manières d'être. Dans ce nouveau contexte, le cartel social symbolise une nouvelle conception de la vie en société, une mosaïque d'individus aux parcours particuliers qui s'émancipent de plus en plus du carcan ethnique dans lequel la tradition les a enfermés pour oser l'innovation sociale dans de nouvelles socialités.

45. Marc-Urbain PROULX* et Pierre-Luc BOUCHARD**

* Professeur, Département des Sciences Économiques et Administratives, Université du Québec à Chicoutimi, Canada

** Professeur, Collège d'Alma, Canada

Les cinq UQ et les 13 collèges en régions et les effets de proximité

Après plusieurs décennies de recherche intensive, signalons l'absence décevante d'une théorie de l'innovation territorialisée malgré les nombreux modèles et la profusion de concepts fort utiles par ailleurs. Cette absence s'avère largement causée par les limites de « l'innovamétrie » dues au peu de méthodes efficaces en sciences sociales pour saisir l'interaction et les relations de nature cognitive. À cet effet, nous avons saisi l'engagement concret des UQ et des Cégeps pour soutenir l'innovation et le développement dans les régions du Québec. Le modèle d'analyse utilisé permet de cadrer les effets de proximité territoriale des divers acteurs qui alimentent les processus d'innovation. Modestes, nos mesures sont néanmoins révélatrices. Ce qui ouvre la réflexion sur les options disponibles à propos d'un éventuel engagement supplémentaire des institutions de l'enseignement supérieur en régions québécoises et ailleurs.

46. Ali ROMDHANI

Doctorant en sociologie, UMR Espaces et Sociétés, Université Rennes 2, France

Les inégalités environnementales dans les conflits d'usage. Le rôle de la reconnaissance des valeurs

L'industrialisation des exploitations agricoles ainsi que le retour de population urbaine en campagne préfigurent l'émergence de conflits sur l'usage de l'espace. Ces conflits, centrés autour des nuisances et des externalités négatives de l'élevage, ont des conséquences importantes sur le tissu de relations sociales du territoire. À partir de résultats d'entretiens et d'analyse documentaire, ces situations conflictuelles seront caractérisées comme des inégalités environnementales et analysées sous l'angle du déni de reconnaissance et des valeurs antagoniques exprimées dans le conflit. La présentation sera centrée autour des conséquences (de la maîtrise des risques) de l'innovation sociale en élevage et du

dispositif de concertation censé en permettre son acceptation par les riverains. Dans un premier temps, les conflits seront caractérisés à partir des ressources et enjeux de gouvernance dans le contexte du développement d'inégalités environnementales. Puis, dans une seconde partie, nous montrerons les attentes et valeurs portées par les acteurs du conflit, tentant ainsi d'expliquer la nature des mobilisations.

47. Gaëlle RONSIN

Chercheuse postdoctorale, Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, Canada ; chercheure associée au Centre Max Weber (UMR 5283 Lyon), Labex ITEM, France

Tentatives de cosmopolitisme chez les expert-es des territoires de nature

L'action publique environnementale fait toujours massivement référence à l'expertise scientifique. Les espaces naturels protégés français ont ainsi instauré de façon systématique des « conseils scientifiques » dans leur gouvernance. Ceux-ci sont conçus comme des lieux de débats collectifs où s'élaborent des orientations fondées et argumentées pour faciliter la prise de décisions des acteurs techniques et politiques concernant la gestion des territoires. Ces conseils scientifiques comptent, pour 40 % de leur composition, des représentants d'institutions chargés de la conservation du patrimoine culturel ou naturel, des naturalistes, d'experts locaux etc. Un tournant « cosmopolitique », plutôt que « participatif », semble marquer ces instances intermédiaires, peu connues du grand public mais qui peuvent jouer comme caisse de résonance de collectifs ou intérêts territoriaux. En s'appuyant sur les exemples tirés d'une ethnographie réalisée entre 2014 et 2017, cette communication a pour objectif de comprendre en quoi cette tendance peut avoir ou non des répercussions sur le territoire « administré », l'établissement d'une expertise territoriale et sur la construction de collectifs en retour.

48. Abdessatar SAHBANI

Professeur de sociologie, Faculté des sciences humaines et sociales, Université de Tunis, Tunisie

Les enjeux sociopolitiques du territoire dans le devenir de la révolution tunisienne

La notion de territoire était peu présente dans la littérature politique tunisienne ; la décentralisation n'était pas non plus un objet politique, le centralisme avec ces assises jacobines et l'arrière-plan beylical pesant lourdement sur le fonctionnement de l'administration. La révolution tunisienne a constitué un important tournant : le régional, le local et le territoire sont devenus des enjeux politiques, les manifestants dénonçant entre autres les écarts de développement entre les régions. Cette communication propose d'analyser la dynamique sociopolitique des différents acteurs sur la question du territoire dans une société en pleine mutation.

49. Richard SHEARMUR

Professeur, directeur, School of Urban Planning, Université McGill, Canada

Peut-on renforcer le lien entre innovation locale et développement économique ?

Il est souvent admis que pour promouvoir le développement économique d'un territoire (création d'emploi, augmentation des revenus), l'innovation est importante : les entreprises locales doivent innover afin de demeurer compétitives, et leurs innovations reposeraient sur les ressources humaines, de savoir et naturelles du territoire. Or, cet arrimage au territoire n'est que partiel : d'une part, l'innovation au sein des entreprises repose autant sur des ressources externes qu'internes aux territoires ; d'autre part, les retombées de cette innovation ne se ressentent pas nécessairement au sein du territoire. L'innovation sociale - au niveau des institutions, des pratiques sociales ou communautaires - pourrait-elle permettre de mieux arrimer les activités des entreprises aux territoires ? Dans cette présentation, après avoir décrit les processus qui font que l'innovation dans les entreprises locales n'est ni nécessairement tributaire de, ni nécessairement bénéfique pour la région où elle éclot, nous explorerons par quels moyens cet arrimage pourrait être renforcé.

50. Majella SIMARD

Professeur, Faculté des sciences sociales, Département d'histoire et de géographie, Université de Moncton, Campus de Moncton, Canada

Quand la prise en charge n'a pas d'âge. L'impact de l'innovation sociale sur la qualité de vie des personnes âgées : le cas de deux localités rurales néo-brunswickoises en forte dévitalisation

Attribuable en partie au désengagement de l'État, aux changements d'habitude de consommation et à l'essor des nouvelles technologies d'information et de communication, l'érosion de l'infrastructure de services en milieu rural apporte son lot de conséquences, tant positives que négatives, pour les populations plus vulnérables de la société et, en particulier, pour les personnes âgées. L'effritement, voire l'absence de services locaux conjugué à l'affaiblissement du rôle de l'État comme agent de régulation sociale, s'accompagne d'un déploiement de nouvelles stratégies organisationnelles mises en place autant par les acteurs sociaux impliqués dans la gestion territoriale du vieillissement que par les personnes âgées elles-mêmes, ces initiatives leur permettant de continuer à vieillir dans leur milieu. Le but de cette communication consiste à identifier la nature ainsi que les impacts liés aux stratégies organisationnelles mises en place par différents intervenants sociaux et les personnes âgées à la suite de la perte progressive des services de proximité sur la qualité de vie des aînés résidant en milieu rural défavorisé.

51. Martin SIMARD

Professeur de géographie et aménagement, Université du Québec à Chicoutimi, Canada

Le navettage aérien vers le Nord du Québec : une innovation sociale ?

La pratique du navettage aérien a ceci de particulier que les allers-retours entre résidence et lieu de travail se font sur de grandes distances et sur des périodes relativement courtes. Ce phénomène a débuté sur les plates-formes pétrolières *off shore* de la mer du Nord et du Golfe du Mexique avant de se propager dans le domaine minier. Au Québec, les nouvelles exploitations minières éloignées ne sont plus pourvues de villes ou de villages permanents mais de campements de type hôtelier. Ces complexes résidentiels accueillent des travailleurs pour des séjours rotatifs mais ceux-ci résident, le reste du temps, dans le « Sud » du Québec et c'est là que leur revenus d'emplois sont investis ou dépensés. Quels sont les effets individuels et sociocommunautaires de cette forme de mobilité de la main-d'œuvre ? Le navettage aérien favorise-t-il le développement ? Si oui, sous quelle forme et pour quels territoires ou collectivités ? Sur un plan conceptuel, peut-on considérer comme une innovation sociale une pratique issue de l'entreprise privée ? Nos analyses s'attarderont à ces questions théoriques en tant que prolongement d'études empiriques réalisées précédemment.

52. Marina SOUBIROU

Chercheuse postdoctorale, Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires, Université du Québec à Rimouski, Canada

La controverse autour de la déviation de Beynac : un conflit de modes de valorisation de la nature ?

Dans un contexte actuel de dégradation sans précédent de la biosphère et de fortes inégalités socio-économiques, les grandes enquêtes internationales sur les valeurs révèlent une transition d'un rapport prométhéen à la Nature vers de nouvelles représentations plutôt écocentrées. Au-delà, des travaux qualitatifs suggèrent l'émergence de nouveaux principes d'action, transgressifs du régime conventionnel capitaliste dominant. Dans une certaine mesure, les controverses d'aménagement nous semblent pouvoir être envisagées comme des points de cristallisation matérielle et conflictuelle de cette transition idéologique. Nous proposons dans cette communication d'analyser le cas de la controverse autour de la déviation de Beynac en Dordogne (France). Cette controverse voit s'affronter depuis plusieurs décennies des groupes hétéroclites d'opposants et de partisans autour d'un projet de construction de route comprenant trois ouvrages d'art au cœur d'un territoire sensible (réserve de biosphère de l'Unesco). Nous faisons l'hypothèse que les divers groupes en présence, quoique revendiquant tous agir dans le sens d'un « développement durable » du territoire, envisagent actuellement cette durabilité dans le cadre de référentiels de valeurs divergents.

53. Didier VRANCKEN

Professeur de sociologie, Université de Liège, Belgique

Les politiques sociales à l'épreuve de leurs territoires

Qu'avons-nous fait des territoires en Belgique francophone en matière de politiques sociales ? Peu de choses ou, plus précisément, encore peu de choses, tant la question du territoire apparaît comme un impensé mais également comme un véritable enjeu pour penser les reconfigurations actuelles des politiques sociales. Cette communication proposera une analyse des politiques sociales en regard de la question des territoires autour de trois propositions : premièrement, si la question des territoires fait figure d'impensé en matière de politiques sociales elle est, en deuxième lieu, devenue un véritable problème avant, troisièmement, d'apparaître comme actuel enjeu. Toutefois, autour de ces trois propositions se joue aussi la question du type d'individu promu par les reconfigurations actuelles des politiques sociales.

54. Marie ZEGIERMAN-GOUZOU

Doctorante en science politique, Université Lumière Lyon 2, Laboratoire Triangle (UMR 5206), France

Faire participer les habitants de quartiers populaires : (dé)mobilisations et résistances

Les quartiers populaires en France, territoires disqualifiés et paupérisés, sont souvent perçus comme des déserts politiques. Ils sont pourtant le point d'ancrage d'une dynamique associative substantielle qui, bien que fragmentée, constitue un rempart contre le cumul des handicaps sociaux. En réponse aux mobilisations parfois contestataires, les pouvoirs publics ont fait de ces territoires le lieu privilégié de déploiement de pratiques démocratiques innovantes, censées enrayer les logiques de marginalisation à l'œuvre. Nous proposons d'analyser les conséquences des dispositifs participatifs sur les représentations, les formes et l'effectivité d'actions collectives protestataires. Les réflexions qui seront présentées sont issues d'une ethnographie comparée dans les quartiers populaires du Sanitas à Tours (37), et de la Villeneuve à Grenoble (38). Dans cette communication, nous souhaitons mettre en lumière comment ces outils de gouvernement inédits agissent comme un cadre de domestication et de pacification de l'action collective issue de quartier populaire. Nous soulignerons également comment, dialectiquement, la fabrique du consentement comme forme contemporaine de gouvernementalité induit des formes inédites de résistance au sein de ces mouvements sociaux.